

<https://enseignants.se-unsa.org/Les-mauvais-choix-du-budget-2024>



Enseignants de l'Unsa

Les mauvais choix du budget 2024

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : jeudi 28 septembre 2023

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

L'augmentation du budget de l'Éducation nationale prévue en 2024 avec 3,9 milliards d'euros est une augmentation importante d'un point de vue nominal. Pourtant, avec ce budget, le ministère ne se donne pas les moyens d'une politique éducative ambitieuse et adaptée aux défis de notre système éducatif.

Aucune perspective pour les personnels en 2024

D'une part, l'augmentation finance, pour ainsi dire, uniquement des mesures qui sont entrées en vigueur en 2023 (socle, *Pacte*, augmentation du point d'indice en juillet 2023, augmentation des rémunérations des AESH).

Si le ministère revendique une augmentation de 11%, il doit cumuler 3 exercices budgétaires, 2022, 2023 et 2024, et il méconnaît l'inflation : 5,2 % en 2022 et 4,9 % en 2023.

Le budget 2024 n'offre donc aucune perspective concrète de poursuite de la revalorisation pourtant indispensable. Le ministre pointe les milieux de carrière comme cible pour poursuivre les revalorisation, pourtant la présentation de ce budget n'indique aucune enveloppe qui y soit dédiée.

Encore des suppressions de postes

D'autre part, le ministère fait des économies et supprime 2 500 postes. Certes, cela intervient dans un contexte de baisse démographique des élèves et de difficulté à pourvoir les postes existants, mais il faut se souvenir que le gouvernement Macron, dans un contexte d'augmentation de la démographie, supprimait déjà des postes.

Pour tenter de masquer une politique d'austérité budgétaire en matière d'emplois, la stratégie est d'annoncer que la baisse démographique aurait pu se traduire par la suppression de 5 000 postes.

Il faut également mettre cette mesure en regard des 2 700 postes non pourvus lors des concours 2023. En actant cette suppression, cela résout presque la question des postes non pourvus et remet pour ainsi dire les compteurs à zéro pour 2024.

L'avis du SE-Unsa

Par ces choix budgétaires, le ministère ignore, gomme les besoins réels en personnels qui sont particulièrement importants : les difficultés des remplacements dans le 1er comme dans le 2d degré, le manque d'enseignants spécialisés et de personnels éducatifs. Poursuivre la revalorisation des personnels et investir pour améliorer les conditions de travail dégradées ne sont pas les options retenues. Le SE-Unsa le déplore.

Au lieu de profiter d'un contexte favorable, le ministère fait donc le choix de ne pas utiliser les moyens budgétaires au bénéfice des fondamentaux (poursuite de la revalorisation des personnels, allègement des effectifs de classes, amélioration des conditions d'exercice, formation des personnels...). Il préfère au contraire utiliser le budget de l'État pour développer l'accessoire, le périphérique, *via* des dispositifs comme le *Pacte* ou le SNU.

Le SE-Unsa dénonce ces mauvais choix qui vont à l'encontre d'un regain d'attractivité de nos métiers et de l'intérêt de notre système éducatif.